

par Sacha Wigdorovits [i](#)

En général, le Groenland n'a pas grand-chose à voir avec Israël. Et le Venezuela non plus, si l'on excepte la proximité du régime précédent avec l'Iran et l'organisation terroriste Hezbollah au Liban.

Mais actuellement, l'État juif profite des deux. En effet, à cause du président américain Donald Trump, l'attention de l'opinion publique mondiale est focalisée sur le pays sud-américain et l'île danoise riche en ressources naturelles. Le conflit non résolu à Gaza a été relégué au second plan, du moins temporairement.

Cela est également dû au fait que la mise en œuvre du plan de paix en 20 points pour Gaza, annoncé par le président Trump fin septembre 2025, n'avance pas pour le moment. Le soutien bruyant apporté à l'époque par de nombreux pays européens et du Moyen-Orient ainsi que par l'ONU n'y a rien changé jusqu'à présent.

Même la première phase du plan, qui n'aurait dû durer que 72 heures, n'est pas encore terminée. Certes, l'[armée israélienne \(Tsahal\)](#) s'est retirée à Gaza au-delà de la ligne jaune convenue dans le plan. Mais après trois mois, on ne sait toujours pas où se trouve le dernier otage mort. Celui-ci aurait initialement dû être remis à Israël par l'organisation terroriste Hamas dans les trois jours, comme les 47 autres otages vivants et morts.

La poursuite de la mise en œuvre du plan est toutefois entravée par d'autres raisons. La composition du Conseil international pour la paix, dirigé par le président Trump, n'a pas encore été décidée. La question de la participation à la Force internationale de stabilisation (ISF), chargée de maintenir l'ordre à Gaza, n'est pas non plus réglée. La question du désarmement et du retrait du pouvoir du Hamas n'est pas encore réglée.

La composition de l'Autorité palestinienne, composée de technocrates et chargée d'administrer Gaza sous la supervision du Conseil international de paix, n'est pas non plus encore claire. Il semblerait que le [Shin Bet](#), le service de renseignement intérieur israélien, ait émis des réserves sur quatre des douze candidats proposés par l'Égypte.

Selon le site d'information américain Axios, le gouvernement américain a l'intention de prendre position sur ces questions en suspens lors du Forum économique

mondial WEF à Davos la semaine prochaine et d'annoncer ce qu'il adviendra de Gaza. Toutefois, les développements actuels au Venezuela et en Ukraine pourraient retarder la date de cette annonce.

Un tel retard serait tout à fait dans l'esprit du gouvernement israélien actuel. En effet, il contrôle militairement la situation à Gaza, même après s'être retiré derrière la ligne jaune. Et le fait que le régime islamofasciste des mollahs en Iran, qui a été le principal soutien du Hamas, doive lutter pour sa survie contre la population qui se rebelle, arrange également l'État juif.

Le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu a désespérément besoin de ce calme sur le front extérieur. En effet, il contrôle de moins en moins la situation en Cisjordanie, en proie à une violence croissante de la part des colons, et sur son propre territoire.

Cette dernière est notamment due au projet de loi sur le service militaire obligatoire généralisé des haredim (ultra-orthodoxes). Ce projet de loi est rédigé de manière à réconcilier les partis ultra-orthodoxes à la Knesset (Parlement). Mais il va totalement à l'encontre de ce que la Cour suprême israélienne a demandé en 2024 : à savoir l'abrogation de l'exemption générale de l'obligation de servir pour les haredim, en vigueur depuis la création de l'État.

En effet, le projet de loi est de facto une loi de « dispense de service » pour les ultra-orthodoxes. Cela suscite l'indignation non seulement de Tsahal, qui a besoin de réservistes supplémentaires, et de la population laïque, mais aussi des juifs religieux sionistes qui font également leur service militaire.

Le point culminant ou le point le plus bas de ce conflit a été atteint il y a quelques jours lorsqu'un bus a foncé sur une foule de haredim qui protestaient contre le service obligatoire à Jérusalem. Un jeune manifestant a été tué et trois autres ont été blessés. L'avocat du chauffeur de bus a expliqué l'incident par le fait que son client s'était senti menacé par la foule. Cette version a été confirmée par une première enquête de police.

Pour conserver son pouvoir, le Premier ministre [Benjamin Netanyahu](#) refuse toujours d'inscrire le service militaire des haredim dans une loi qui ne comporte pas d'échappatoire à la dispense de service. Il donne ainsi du grain à moudre à Naftali Bennett, qui devrait être son principal concurrent pour les élections législatives d'octobre.

Ainsi, Bennet a annoncé ces jours-ci qu'en tant que Premier ministre, il présenterait une loi qui offrirait de nombreux avantages financiers aux personnes effectuant leur service militaire, par exemple en matière de formation. En revanche, le soutien de l'Etat à ceux qui refusent de servir dans l'armée devrait être massivement réduit. Il souhaite ainsi inciter un nombre nettement plus important de haredim à effectuer leur service militaire. On estime qu'il y a actuellement environ 80 000 jeunes hommes ultra-orthodoxes en âge de servir.

Ainsi, alors qu'il n'y a pour l'instant rien de nouveau à Gaza, à l'intérieur d'Israël, la lutte entre la population laïque et les religieux sionistes d'une part, et les ultra-orthodoxes d'autre part, fait rage de plus en plus violemment. Cela ne changera pas avant les élections d'octobre. Et probablement pas après.

---

*Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.*